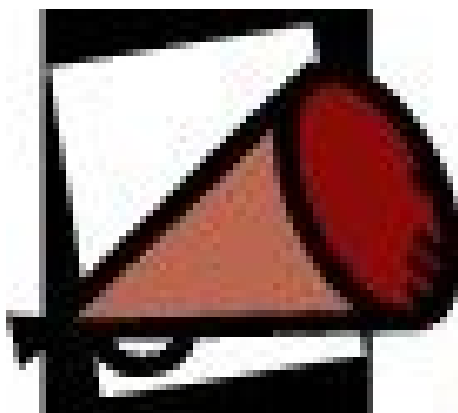


<https://www.pressegauche.org/27-organisations-sociales-demandent-a-Quebec-un-grand-chantier-de-logements>



27 organisations sociales demandent à Québec un grand chantier de logements sociaux

- Communiqués -



Date de mise en ligne : mercredi 20 mai 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 20 mai 2020 - Au moment où la pandémie affecte cruellement les ménages mal-logés, [27 organisations sociales, syndicales, féministes, communautaires et autochtones joignent leur voix au Front d'action populaire en réaménagement urbain \(FRAPRU\)](#) et demandent que le développement massif de logements sociaux et communautaires soit inscrit dans l'énoncé économique du gouvernement caquiste de François Legault, prévu autour du 24 juin. Selon ces organisations, la crise sanitaire et la crise économique prévisible viennent dangereusement aggraver la crise du logement présente dans plusieurs villes.

Selon les regroupements, le logement étant un déterminant de la santé, la pandémie a mis en évidence les limites du marché locatif privé pour répondre au besoin fondamental de se loger : « Quand on perd la moitié de son revenu ou que nos dépenses d'épicerie augmentent drastiquement, le prix élevé du loyer devient un problème encore plus criant. La maladie a aussi tendance à se répandre plus facilement dans des milieux surpeuplés où l'équilibre sanitaire est déjà fragile ».

Les membres du FRAPRU constatent quant à eux que la pénurie actuelle de logements locatifs complique la recherche de logement et laisse plus de place aux abus et à la discrimination. À leur avis, une telle situation risque de tourner au drame pour de trop nombreuses personnes et familles, à l'approche du 1er juillet. Ils craignent également que les cas de non-paiement de paiement de loyer se multiplient à cause des pertes d'emplois, ce qui se soldera par un accroissement du nombre d'évictions, lorsque le moratoire instauré le temps de l'urgence sanitaire prendra fin.

Le FRAPRU s'explique mal que le logement social soit pour le moment exclu des investissements supplémentaires dans les infrastructures publiques visant à accélérer la relance économique, annoncés jeudi dernier. Les signataires de l'appel rappellent que la construction de logements sociaux et communautaires a de nombreuses retombées sociales et économiques positives. Une étude de la Société d'habitation du Québec démontre que chaque dollar investi par le gouvernement génère des investissements d'au moins 2,31 \$ dans l'économie et que les sommes que les locataires de logements sociaux et communautaires économisent sur le prix de leur loyer, sont dirigées vers d'autres dépenses locales.

Les organisations réclament donc des investissements majeurs dans le logement social, qu'il prenne la forme de coopérative, d'organisme sans but lucratif d'habitation ou de logements publics. « Non seulement parce que ce type de logement assure des loyers rencontrant la capacité de payer des ménages occupants, mais aussi parce qu'ils sont hors marché, donc, à l'abri de la spéculation immobilière. Ce sont des investissements publics durables dans le temps, pour les générations actuelles et futures, en plus de permettre aux personnes à faible et à modeste revenus, d'avoir un meilleur contrôle sur leur milieu de vie. Avec du soutien communautaire, ils sont une solution pour prévenir l'itinérance ou en sortir. Ils répondent aux besoins d'une variété de populations telles que les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les femmes victimes de violence conjugale qui, autrement, ont difficilement accès à des logements abordables à la sortie d'une ressource d'hébergement, les Autochtones vivant en milieu urbain. Ils sont aussi une solution pour les familles qui ne peuvent pas accéder à la propriété, alors que les grands logements locatifs sont une denrée rare », explique la déclaration commune.

Les 27 organisations demandent au moins 10 000 nouveaux logements sociaux et communautaires pour la prochaine année et des investissements planifiés pour les cinq années à venir. « Le gouvernement a le devoir d'éviter qu'encre plus de personnes soient mal-logées, exclues de leurs milieux de vie, ou se retrouvent à la rue. Le Québec s'est engagé à respecter, à protéger et à mettre en oeuvre le droit à la santé, à un logement convenable et à une nourriture suffisante. Malheureusement, il fait trop peu en ce sens et les conséquences s'avèrent dévastatrices

durant la pandémie. Il a maintenant la responsabilité d'y remédier », insiste Véronique Laflamme, la porte-parole du FRAPRU.

Les regroupements n'épargnent pas non plus Ottawa, qui devrait augmenter considérablement ses investissements dans l'aide au logement, alors qu'ils ont baissé de 300 millions \$ entre 2018 et 2019, selon le dernier rapport annuel de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Ils demandent au gouvernement Trudeau de signer sans attendre une entente fédérale-provinciale avec le Québec reconnaissant la juridiction de ce dernier en habitation, les organisations promettant, aux côtés du FRAPRU, de tout mettre en oeuvre pour que le logement social soit privilégié par le gouvernement québécois dans l'utilisation des fonds fédéraux.

Signataires

- ▶ Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU
- ▶ Chantal Desfossés, Directrice générale, Réseau québécois des organismes sans but lucratif d'habitation
- ▶ Philippe Meilleur, président, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
- ▶ Véronique De Sève, vice-présidente, Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- ▶ Louise Riendeau, Coresponsable des dossiers politiques, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
- ▶ Manon Monastesse, directrice générale et porte-parole, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
- ▶ Ève-Marie Lacasse, coordonnatrice, Ligue des droits et libertés
- ▶ Robert Pilon, Coordonnateur, Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec
- ▶ France-Isabelle Langlois, Directrice générale, Amnistie internationale Canada francophone
- ▶ France Latreille, Directrice, Union des consommateurs
- ▶ Anne-Marie Boucher, Responsable des communications et de l'action sociopolitique, Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec
- ▶ Marie-Line Audet, Directrice générale, Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCCDC)
- ▶ Adi Jakupovi, Secrétaire général, Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec
- ▶ Christian Daigle président général, Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec
- ▶ Benoît Lacoursière, Secrétaire général et trésorier, Fédération nationale des enseignantes et enseignants du

27 organisations sociales demandent à Québec un grand chantier de logements sociaux

Québec (FNEEQ-CSN)

- ▶ Marie-Andrée Gauthier, Coordinatrice générale, Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec
- ▶ Mathieu Francoeur, Coordonnateur, Mouvement PHAS (Personnes handicapées pour l'accès aux services)
- ▶ Maxime Roy-Allard, porte-parole, Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
- ▶ Stéphanie Tremblay, Regroupement québécois des CALACS
- ▶ Sylvie Lévesque, directrice générale, Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec
- ▶ Sylvie Sarrasin, présidente, Regroupement des cuisines collectives du Québec
- ▶ Serge Petitclerc, Porte-parole, Collectif pour un Québec sans pauvreté
- ▶ Dominique Daigneault, Présidente, Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
- ▶ Annie Savage, directrice par intérim, Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)
- ▶ Élisabeth Garant, directrice, Centre justice et foi
- ▶ Valérie Lépine, Coordinatrice, Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
- ▶ Christian Pelletier, coordonnateur, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec